

En France, l'action s'étend

Les exemples ci-dessous ne sont qu'un aperçu très limité de ce qui se passe dans le pays. De premiers résultats ont été obtenus mais nous sommes loin du compte. L'action continue

Carrefour : **pour les salaires**

Carrefour c'est 65.000 salariés qui gagnent 1000 à 1100 euros après 25 et 30 ans d'ancienneté. Le groupe a versé 6,7 milliards d'euros à ses actionnaires en 2010 et a supprimé 10.000 emplois depuis 4 ans.

Les salariés réclament une augmentation de 5% et l'amélioration des conditions de travail.

Après la grève massive du 9 avril – 50 à 85% de grévistes dans 150 des 203 magasins – la direction a dû rouvrir les négociations salariales. Elle propose une augmentation de 2% à compter du 1^{er} mars (au lieu de 1% en mars et 1% en octobre).

C'est 20 à 22 euros mensuels d'augmentation, elle ajoute une prime d'intéressement de 220 euros bruts. Rien sur les conditions de travail.

Ça ne fait pas le compte. Le mécontentement est toujours aussi grand. Les syndicats doivent se prononcer avant le 22 avril. F.O. a déjà annoncé qu'il accepterait les propositions de la direction et signerait l'accord. La CGT estime que ça ne fait pas le compte 2% ne couvrira même pas l'inflation. La CFDT n'a pas donné de réponse.

Seule la poursuite de l'action obligera la direction à reculer encore.

Groupe BTP : **Eiffage (construction)**

Les chantiers parisiens du groupe après deux semaines de grève ont **obtenu une augmentation de 2,5% au lieu des 1,7% que proposait la direction** pour un salaire de 1000 euro.

Une vingtaine d'autres chantiers, comme celui du grand stade de Lille multiplient les arrêts de travail pour obtenir 85 euros d'augmentation par mois.

En Côte d'Or : **chez TRW**

(équipementier auto à Longvic)
Après une grève de 3 jours à 100%, les ouvriers ont obtenu :
3% avec effet rétroactif au 1^{er} janvier et 1% au 1^{er} avril pour le premier collège – 3% au 1^{er} janvier pour le deuxième collège.
+ 20% sur la prime de panier.

Doubs **Alstom – Belfort :**

Le groupe Alstom a décidé de délocaliser la fabrication des ailettes pour des raisons de rentabilité insuffisante. Après l'accumulation d'énormes profits (1,217 milliards d'euros en 2010, en hausse de 10% sur 2009) réalisés par le travail des salariés français, Alstom veut exploiter d'autres peuples.

Après l'annonce de 4000 suppressions d'emplois dans le groupe Alstom dont une centaine à Belfort, les salariés du site ont multiplié les initiatives d'action, pour empêcher la fermeture de l'atelier qui fabrique les ailettes, éléments mécaniques montés sur les turbines.

Ils bloquent, jour et nuit depuis le 11 avril un convoi chargé de pièces à destination de la centrale nucléaire de Flamanville.

La fabrication des pièces pour la centrale nucléaire doit rester en France. La question de la maîtrise de l'énergie nucléaire par la nation s'impose.

En Franche Comté : **Contre les suppressions d'emplois dans l'éducation**

Cela fait plus de deux semaines que les enseignants avec leurs syndicats et les parents d'élèves luttent contre

la suppression de postes et fermetures de classes dans l'éducation nationale.

Dans le département du Doubs et dans le Territoire de Belfort, la mobilisation ne faiblit pas, à tel point que le recteur va revoir sa copie. C'est une première victoire mais elle n'entame pas la détermination des enseignants qui appellent à d'autres initiatives pour qu'aucun poste, aucune classe ne soient supprimés.

Rappelons, que l'objectif du pouvoir est de supprimer 16 000 postes en 2011. Dans l'éducation, la lutte est la seule perspective pour obtenir un système éducatif de qualité.

Dans le Nord : **Chez Toyota**

Dans la zone industrielle de Onnaing près de Valenciennes. Les salariés font des arrêts de travail depuis le 31 mars. **Ils réclament un treizième mois et une prime de 800 euros pour chaque salarié.**

La direction, prenant le prétexte de la catastrophe au Japon a mis l'usine en chômage technique.

Les salariés sont prêts à reprendre l'action dès le 2 mai après la période de chômage.

Souscription Nationale

Pour vous tenir informer des événements, de notre opinion, éditer notre matériel, nous avons besoins de dizaines de milliers d'euros.
Nous savons que nous pouvons compter sur vous.

Nom :

Prénom :

Sommes :€

Les dons sont à envoyer à :
COMMUNISTES

99 bis Avenue du Général Leclerc
75014 PARIS

les chèques sont à libeller à Robert Veyrier
(condition pour pouvoir déduire des impôts)